

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Magog | 45072 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Magog pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Date

1.1

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	33
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	34
Situation financière par organismes	35
Charges par objets	36
Excédent (déficit) accumulé	37
Avantages sociaux futurs	41

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	48
Analyse des charges consolidées	60

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Magog

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Ville de Magog (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A127633
Sherbrooke, le 26 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	60 034 912	61 056 638	58 533 728
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 694 400	1 741 250	1 462 243
Quotes-parts	3	1 075 297	638 088	508 154
Transferts	4	4 430 800	7 801 405	25 799 134
Services rendus	5	40 462 558	43 370 773	40 221 386
Imposition de droits	6	5 338 900	8 074 263	7 832 526
Amendes et pénalités	7	1 103 545	1 472 860	1 196 020
Revenus de placements de portefeuille	8	903 496	756 819	1 415 475
Autres revenus d'intérêts	9	382 000	653 806	570 707
Autres revenus	10	1 406 500	2 408 658	3 409 805
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	116 832 408	127 974 560	140 949 178
Charges				
Administration générale	14	10 813 300	10 743 946	9 442 867
Sécurité publique	15	16 824 307	17 136 943	16 248 063
Transport	16	19 562 979	20 239 909	18 672 641
Hygiène du milieu	17	19 085 556	18 526 747	16 510 619
Santé et bien-être	18	694 410	644 036	486 130
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 834 597	4 447 220	4 620 007
Loisirs et culture	20	12 996 133	14 732 024	12 072 021
Réseau d'électricité	21	29 978 036	30 376 415	27 944 936
Frais de financement	22	3 669 024	3 457 660	2 937 611
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	118 458 342	120 304 900	108 934 895
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 625 934)	7 669 660	32 014 283
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		243 692 031	211 677 748
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		243 692 031	211 677 748
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		251 361 691	243 692 031

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	37 839 462	15 843 663
Débiteurs (note 5)	2	55 894 962	66 422 965
Prêts (note 6)	3	1 115 074	951 168
Placements de portefeuille (note 7)	4	549 234	558 140
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	7 900 000	
	8	103 298 732	83 775 936
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	16 978	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	22 628 783	24 809 535
Revenus reportés (note 11)	12	3 675 571	3 241 015
Dette à long terme (note 12)	13	110 459 515	88 542 320
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	662 793	1 353 695
Autres passifs (note 14)	15	2 672 943	2 397 120
	16	140 116 583	120 343 685
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 817 851)	(36 567 749)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	284 496 310	276 808 567
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 388 535	1 388 535
Stocks de fournitures	20	2 199 253	1 944 626
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	95 444	118 052
	23	288 179 542	280 259 780
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	251 361 691	243 692 031
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	251 361 691	243 692 031
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	251 361 691	243 692 031

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 625 934)	7 669 660	32 014 283
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	23 506 480)(	21 974 028)(	50 757 294)
Produit de cession	3	3 767	90 418	46 981
Amortissement	4	15 001 046	14 227 383	13 167 160
(Gain) perte sur cession	5		(31 516)	(38 650)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(8 501 667)	(7 687 743)	(37 581 803)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			71 908
Variation des stocks de fournitures	10		(254 627)	(230 830)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		22 608	158 912
	13		(232 019)	(10)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(10 127 601)	(250 102)	(5 567 530)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(36 567 749)	(31 000 219)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(36 567 749)	(31 000 219)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(36 817 851)	(36 567 749)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 669 660	32 014 283
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	14 227 383	13 167 160
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain - cession d'immo.	4.1	(31 516)	(38 650)
▪ Perte sur cession de placement / prêt	4.2	87 151	115 428
▪ Charge de désactualisation	4.3	67 425	66 977
▪ Intérêts réinvestis sur placement de portefeuille	4.4	(2 950)	(30 468)
▪ Contribution des promoteurs	4.5	(157 445)	(1 358 979)
	5	21 859 708	43 935 751
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	10 528 003	(20 443 244)
Autres actifs financiers	7	(7 900 000)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 064 426)	(491 792)
Revenus reportés	9	434 556	(359 164)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(690 902)	(601 641)
Propriétés destinées à la revente	11		71 908
Stocks de fournitures	12	(254 627)	(230 830)
Autres actifs non financiers	13	22 608	158 912
	14	22 934 920	22 039 900
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	22 724 511)(	47 835 978)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	90 418	46 981
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(22 634 093)	(47 788 997)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	305 550)(	504 694)
Remboursement ou cession	21	66 349	101 167
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 ())
Cession	23		
	24	(239 201)	(403 527)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	35 523 689	26 589 438
Remboursement de la dette à long terme	26 (	13 308 438)(	18 810 294)
Variation nette des emprunts temporaires	27	16 978	(1 818 963)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(298 056)	(149 525)
Autres			
▪	29.1		
	30	21 934 173	5 810 656
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	21 995 799	(20 341 968)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	15 843 663	36 185 631
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	15 843 663	36 185 631

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	37 839 462	15 843 663

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Magog (la « Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

- Régie de police de Memphrémagog : 75,34 %
- Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de la région de Coaticook (« Régie de déchets ») : 46,96 %

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats consolidés de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou que la démolition du bâtiment sera autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire ou en fonction du tonnage d'enfouissement sur les périodes suivantes :

Infrastructures : 15 à 40 ans

Infrastructures - cellules d'enfouissement : selon le tonnage enfoui par rapport à la capacité totale d'enfouissement (a)

Réseau d'électricité (a) : 10 à 40 ans

Bâtiments (a) : 10 à 40 ans

Véhicules : 2 à 25 ans

Ameublement et équipement de bureau : 4 à 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 4 à 40 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans les catégories du réseau d'électricité et des bâtiments sont amortis sur une période de 40 ans et ceux dans la catégorie des infrastructures - cellules d'enfouissement sont amortis selon le tonnage enfoui par rapport à la capacité totale d'enfouissement.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville, le régime enregistré d'épargne-retraite (« REER ») offert par la Ville à ses pompiers et agents de prévention et le REER offert par la Régie de déchets sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La Ville de Magog et la Régie de police de Memphrémagog offrent à leurs employés deux régimes de retraite à prestations déterminées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des pages S24 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q. 2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés. Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (la « Loi RRSM ») en rejetant tous les appels et appels incidents sur ce débat.

Le jugement de la Cour supérieure du Québec est donc maintenu et les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes. Une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu et ne visera que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1^{er} janvier 2017. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

Les dernières évaluations actuarielles de la Ville et de la Régie de police de Memphrémagog ont été effectuées en date du 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation ou d'une quote-part aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation ou de la tarification.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes;
 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) : amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	37 839 462	15 843 663
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
<hr/>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	37 839 462	15 843 663
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	37 839 462	15 843 663
<hr/>			
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	34 775 636	13 465 753
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	5 473 243	11 384 764

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement, à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés, au Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, au Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et autres projets distincts.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 073 496 \$ (2 671 592 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 1 485 608 \$ (1 829 045 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	4 161 397	3 706 454
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	37 068 057	42 952 614
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 248 552	10 810 618
Organismes municipaux	13	437 899	260 906
Autres			
▪ Électricité	14.1	6 089 995	5 113 352
▪ Autres	14.2	4 889 062	3 579 021
	15	55 894 962	66 422 965
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	28 732 688	11 808 458
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	28 732 688	11 808 458
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	4 115 005	4 160 780
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	28 108 384	31 498 856
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	962 596	1 700 003
Ministère de la Culture et des Communications	26	4 315 912	3 628 580
Autres ministères/organismes	27	3 681 165	6 125 175
	28	37 068 057	42 952 614

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,08 % à 4,16 % (0,79 % à 4,58 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Prêts - Installation septique	31.1	1 115 074	951 168
	32	1 115 074	951 168
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

Les prêts pour la mise aux normes des installations septiques portent intérêt à des taux variant de 1,50 % à 5,77 %, sont encaissables par des versements annuels totalisant 81 320 \$ et viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2041.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	312 949	324 804
Autres placements	35	236 285	233 336
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	549 234	558 140
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	236 285	233 336
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements de portefeuille à titre d'investissement de la Ville sont composés du fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ et du fonds des municipalités pour la biodiversité.

Les autres placements de portefeuille d'un des partenariats affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement sont composés d'obligations portant intérêt à des taux de rendement lié aux marchés (taux de rendement lié aux marchés au 31 décembre 2024) et échéant à différentes dates jusqu'en 2030.

Au cours de l'exercice, des intérêts d'un montant de 2 950 \$ (30 468 \$ en 2024) ont été réinvestis dans les placements de portefeuille.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	7 900 000	
Autres			
▪	42.1		
	43	7 900 000	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 10 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %; 5,45 % au 31 décembre 2024) et renouvelable annuellement. Le solde est inutilisé aux 31 décembre 2025 et 2024.

Les partenariats bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire de 700 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %; 5,45 % au 31 décembre 2024) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour les opérations courantes des partenariats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Régie de déchets bénéficie également d'une ouverture de crédit bancaire de 1 640 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour le financement à court terme de projets d'investissement entrepris par la Régie.

10. Crédeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	6 678 640	5 997 185
Salaires et avantages sociaux	45	6 022 578	7 261 884
Dépôts et retenues de garantie	46	825 287	989 641
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus	48.1	940 782	737 616
▪ Dépôts usagers électricités	48.2	244 678	266 828
▪ Allocation de départ des élus	48.3	206 793	207 968
▪ Relatifs aux immobilisations	48.4	7 160 027	8 827 510
▪ Avantages sociaux accumulés	48.5	549 998	520 903
	49	22 628 783	24 809 535

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	437 122	317 756
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Divers transferts	55.1	396 883	187 047
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	655 118	589 784
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	714 820	432 839
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	226 500	140 060
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Perçus d'avance Hydro	62.1	931 158	1 321 707
▪ Autres revenus reportés	62.2	313 970	251 822
	63	3 675 571	3 241 015

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	5,45	2026	2035	64	111 336 959	89 108 454
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux			2030	2030	67	10 578	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,55	3,55	2029	2029	68	96 884	120 716
Autres					69		
					70	111 444 421	89 229 170
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(984 906)	(686 850)
					72	110 459 515	88 542 320

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		15 155 289	27 539	2 491	15 185 319
2027	74		12 308 295	27 539	2 491	12 338 325
2028	75		10 997 823	27 539	2 491	11 027 853
2029	76		19 116 142	20 653	2 491	19 139 286
2030	77		13 384 410		614	13 385 024
2031 et plus	78		40 375 000			40 375 000
	79		111 336 959	103 270	10 578	111 450 807
Intérêts et frais accessoires	80		(	6 386)	(	6 386)
	81		111 336 959	96 884	10 578	111 444 421

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (662 793)	(1 353 695)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (662 793)	(1 353 695)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 640 642	1 578 477
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87 353 620	334 546
Autres régimes (REER et autres)	88 4 436	3 413
Régimes de retraite des élus municipaux	89 55 172	56 411
	90 2 053 870	1 972 847

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91 184 976	289 512
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 2 487 967	2 107 608
Autres	93.1	
	94 2 672 943	2 397 120
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 2 107 608	1 751 792
Passifs engagés	96 759 555	324 121
Passifs réglés	97 (446 621)(	35 282)
Charge de désactualisation ¹	98 67 425	66 977
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 2 487 967	2 107 608

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations d'un partenariat concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Elles sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement.

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et le désamiantage de ses bâtiments.

Principales hypothèses utilisées

	Sites d'enfouissement (a)	Désamiantage des bâtiments (b)
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,0 %	3,20 %
Période d'actualisation	1 à 6 ans	40 ans
Taux d'inflation	2,50 %	2,32 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	5,5 ans	
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	30 ans	

(a) La quote-part de la Ville des charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement est de 2 507 892 \$ (2 180 631 \$ au 31 décembre 2024).

(b) L'échéancier des travaux de désamiantage des bâtiments est inconnu. La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service d'immobilisations, qui s'échelonne en général sur une période de un an. Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 2 142 431 \$ (2 142 431 \$ au 31 décembre 2024).

Voir aussi la note 28.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	50 827 621	1 527 573	1 500 000	50 855 194
Eaux usées	102	91 345 497	35 733 415	(1 695 890)	128 774 802
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	138 210 091	743 098	9 803	138 943 386
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	46 867 331	5 000 374	2 825 644	49 042 061
Réseau d'électricité	105	24 592 864	513 810		25 106 674
Bâtiments	106	49 520 342	371 525		49 891 867
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	13 708 518	1 213 585	397 712	14 524 391
Ameublement et équipement de bureau	109	4 916 399	320 542	(19 260)	5 256 201
Machinerie, outillage et équipement divers	110	11 602 530	1 210 940	555 325	12 258 145
Terrains	111	9 967 954	198 296	3 357	10 162 893
Autres	112				
	113	441 559 147	46 833 158	3 576 691	484 815 614
Immobilisations en cours	114	36 531 728	(24 859 130)		11 672 598
	115	478 090 875	21 974 028	3 576 691	496 488 212
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	22 173 864	1 420 917	1 500 000	22 094 781
Eaux usées	117	39 733 032	2 489 206	1 088 554	41 133 684
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	61 380 779	5 343 773	9 803	66 714 749
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	26 853 629	1 387 469	41 200	28 199 898
Réseau d'électricité	120	11 458 301	620 760		12 079 061
Bâtiments	121	18 866 410	1 400 957		20 267 367
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	8 158 808	1 003 384	389 824	8 772 368
Ameublement et équipement de bureau	124	4 380 904	131 525		4 512 429
Machinerie, outillage et équipement divers	125	8 276 581	429 392	488 408	8 217 565
Autres	126				
	127	201 282 308	14 227 383	3 517 789	211 991 902
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	276 808 567			284 496 310
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	232 213			232 213
Amortissement cumulé	130	(127 717)	(23 221)		(150 938)
Valeur comptable nette	131	104 496			81 275

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles d'un montant de 157 445 \$ (1 358 979 \$ au 31 décembre 2024) ont été acquises par donation ou pour une valeur symbolique. Le coût de ces immobilisations corporelles a été évalué à la juste valeur à la date du rapport.

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	377 965	377 965
Immeubles industriels municipaux	133	8 910 570	1 010 570
Autres	134		
	135	9 288 535	1 388 535
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	7 900 000	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	1 388 535	1 388 535

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Divers	143.1	95 444	118 052
Autres			
▪	144.1		
	145	95 444	118 052

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'un contrat de location de locaux échéant en 2031, à verser des loyers totalisant 2 248 318 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 393 358 \$ en 2026, à 403 159 \$ en 2027, à 413 079 \$ en 2028, à 423 122 \$ en 2029 et à 433 289 \$ en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Magog, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu un contrat de location de locaux échéant en 2031, prévoyant la perception de loyers totalisant 2 248 318 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 393 358 \$ en 2026, à 403 159 \$ en 2027, à 413 079 \$ en 2028, à 423 122 \$ en 2029 et à 433 289 \$ en 2030.

La Ville a également conclu une entente intermunicipale relative à divers services en matière d'incendie échéant en 2044, prévoyant la perception de revenus dont le total est estimé à 43 215 000 \$. Les revenus estimatifs à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1 276 500 \$ en 2026, à 1 403 000 \$ en 2027, à 1 666 700 \$ en 2028, à 1 725 000 \$ en 2029 et à 1 806 200 \$ en 2030.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Magog Technopole	148.1	890 000	336 420
▪ Corporation des événements de Magog Inc.	148.2	49 000	19 336
	149	939 000	355 756
	150	939 000	355 756

La Ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'emprunts consentis à des organismes non compris dans son périmètre comptable.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Memphrémagog. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 4 217 564 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Auto-assurance

La Ville assume une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, la Ville a créé une réserve financière s'élevant à 500 000 \$ au 31 décembre 2025 afin d'être en mesure de faire face à une augmentation de la valeur des franchises ou des rétentions qu'elle détient en assurance.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs et aux prêts, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important, puisque ceux-ci jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs et des prêts, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers en souffrance, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	4 756 329	4 079 974
Entre un an et deux ans	781 475	693 209
Entre deux et trois ans	463 197	482 607
Plus de trois ans	<u>4 244 510</u>	<u>4 251 737</u>
Sous-total	10 245 511	9 507 527
Moins : provision pour créances douteuses	<u>(4 115 005)</u>	<u>(4 160 780)</u>
Total	6 130 506	5 346 747

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
	\$	\$
Solde au début	4 160 780	3 786 183
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés	614 217	688 599
Montants radiés	(659 806)	(313 340)
Montants recouvrés	<u>(186)</u>	<u>(662)</u>
Solde à la fin	4 115 005	4 160 780

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les prêts, les dettes à long terme et des débiteurs. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires et les placements de portefeuille.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 an à 3 ans</u>	<u>De 3 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	20 076 964			
Emprunts temporaires	16 978			
Dette à long terme	<u>19 069 631</u>	<u>29 880 740</u>	<u>37 043 702</u>	<u>46 482 341</u>
Total	39 163 573	29 880 740	37 043 702	46 482 341

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 12 000 000 \$ au 31 décembre 2025. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	58 601 872	60 103 300	61 125 245		61 056 638
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 462 243	1 694 400	1 741 250		1 741 250
Quotes-parts	3					638 088
Transferts	4	3 760 746	3 730 800	4 682 442		4 682 442
Services rendus	5	39 549 813	39 866 700	42 756 390		43 370 773
Imposition de droits	6	7 832 526	5 338 900	8 074 263		8 074 263
Amendes et pénalités	7	297 642	218 300	407 017		1 472 860
Revenus de placements de portefeuille	8	1 212 905	800 000	675 692		756 819
Autres revenus d'intérêts	9	570 707	382 000	653 806		653 806
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		641 500	674 353		674 353
Autres	11	2 041 656	765 000	1 221 348		1 237 061
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	115 330 110	113 540 900	122 011 806		124 358 353
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	22 038 388	700 000	3 118 963		3 118 963
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	1 358 979		264 187		264 187
Autres	19			97 445		233 057
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	23 397 367	700 000	3 480 595		3 616 207
	23	138 727 477	114 240 900	125 492 401		127 974 560

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	138 727 477	114 240 900	125 492 401		11 419 115	127 974 560
Charges							
Administration générale	25	9 380 697	10 723 558	10 654 636	89 310		10 743 946
Sécurité publique	26	14 107 115	14 465 516	14 686 160	487 758	9 109 033	17 136 943
Transport	27	12 670 347	13 250 575	13 889 881	6 350 028		20 239 909
Hygiène du milieu	28	12 327 045	13 884 592	14 479 070	4 188 510	1 665 597	18 526 747
Santé et bien-être	29	486 130	694 410	644 036			644 036
Aménagement, urbanisme et développement	30	4 559 679	4 802 847	4 415 470	31 750		4 447 220
Loisirs et culture	31	10 685 337	11 499 502	13 215 819	1 516 205		14 732 024
Réseau d'électricité	32	27 181 517	29 215 200	29 611 182	765 233		30 376 415
Frais de financement	33	2 659 466	3 375 800	3 172 232		285 428	3 457 660
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	12 431 025	14 301 200	13 428 794	(13 428 794)		
	36	106 488 358	116 213 200	118 197 280		11 060 058	120 304 900
Excédent (déficit) lié aux activités	37	32 239 119	(1 972 300)	7 295 121		359 057	7 669 660

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	32 239 119	(1 972 300)	7 295 121	359 057	7 669 660
Moins : revenus d'investissement	2 (	23 397 367)	700 000)	3 480 595)	135 612)	3 616 207)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	8 841 752	(2 672 300)	3 814 526	223 445	4 053 453
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	12 431 025	14 301 200	13 428 794	814 071	14 227 383
Produit de cession	5	33 670		90 117	301	90 418
(Gain) perte sur cession	6	(30 347)		(31 215)	(301)	(31 516)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	12 434 348	14 301 200	13 487 696	814 071	14 286 285
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	107 475				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	107 475				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	77 238		66 349		66 349
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	103 794		87 151		87 151
	15	181 032		153 500		153 500
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				12 446	12 446
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 007 389)	6 547 700)	6 547 643)	448 195)	6 995 838)
	18	(6 007 389)	(6 547 700)	(6 547 643)	(435 749)	(6 983 392)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	1 629 560)	825 700)	2 507 289)	737 158)	3 244 447)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 000		824 756	(493 425)	331 331
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 038 225	620 000	4 831 952	189 631	5 021 583
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 763 327)	(4 856 900)	(4 802 118)		(4 802 118)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(14 089)	(18 600)	(14 089)	609 632	595 543
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(5 357 751)	(5 081 200)	(1 666 788)	(431 320)	(2 098 108)
	26	1 357 715	2 672 300	5 426 765	(52 998)	5 358 285
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	10 199 467		9 241 291	170 447	9 411 738

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	23 397 367	3 480 595	135 612	3 616 207
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	360 269)(	144 307)(	)	144 307)
Sécurité publique	3 (	107 196)(	690 018)(	290 335)(	980 353)
Transport	4 (	3 753 227)(	2 686 156)(	)	2 686 156)
Hygiène du milieu	5 (	38 986 353)(	8 267 162)(	1 151 042)(	9 418 204)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	11 412)(	)	11 412)
Loisirs et culture	8 (	6 524 423)(	7 830 800)(	)	7 830 800)
Réseau d'électricité	9 (	338 677)(	902 796)(	)	902 796)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	50 070 145)(	20 532 651)(	1 441 377)(	21 974 028)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	35 567)(	7 900 000)(	)	7 900 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	504 694)(	305 550)(	)	305 550)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	12 177 612	11 229 404		11 229 404
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 629 560	2 507 289	737 158	3 244 447
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	3 469 575	10 753 000	141 218	10 894 218
Excédent de fonctionnement affecté	17	112 600	51 265		51 265
Réserves financières et fonds réservés	18	7 373 232	6 548 491		6 548 491
	19	12 584 967	19 860 045	878 376	20 738 421
	20	(25 847 827)	2 351 248	(563 001)	1 788 247
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 450 460)	5 831 843	(427 389)	5 404 454

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 013 247	35 371 674	2 467 788	37 839 462
Débiteurs (note 5)	2	65 437 698	54 729 086	1 288 703	55 894 962
Prêts (note 6)	3	951 168	1 115 074		1 115 074
Placements de portefeuille (note 7)	4	324 760	312 904	236 330	549 234
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7		7 900 000		7 900 000
	8	79 726 873	99 428 738	3 992 821	103 298 732
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			16 978	16 978
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	22 619 491	20 214 652	2 536 958	22 628 783
Revenus reportés (note 11)	12	3 173 209	3 675 571		3 675 571
Dettes à long terme (note 12)	13	82 036 169	104 372 111	6 087 404	110 459 515
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	812 000	210 000	452 793	662 793
Autres passifs (note 14)	15	916 702	832 236	1 840 707	2 672 943
	16	109 557 571	129 304 570	10 934 840	140 116 583
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(29 830 698)	(29 875 832)	(6 942 019)	(36 817 851)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	267 308 633	274 353 588	10 576 990	284 496 310
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 388 535	1 388 535		1 388 535
Stocks de fournitures	20	1 941 502	2 199 253		2 199 253
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	26 994	64 543	30 901	95 444
	23	270 665 664	278 005 919	10 607 891	288 179 542
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	19 312 535	15 895 713	250 806	16 146 519
Excédent de fonctionnement affecté	25	15 038 994	11 651 884	636 849	12 288 733
Réserves financières et fonds réservés	26	4 644 164	3 347 487	126 510	3 473 997
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	549 487)	535 397)	1 358 917)	1 894 314)
Financement des investissements en cours	28	2 851 579	7 817 974	(433 567)	7 384 407
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	199 537 181	209 952 426	4 444 191	213 962 349
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	240 834 966	248 130 087	3 665 872	251 361 691
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	29 919 900	30 315 020	36 524 007	34 106 662
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	7 065 800	5 680 825	7 057 559	6 869 279
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 652 000	1 591 507	380 578	518 300
Autres biens et services	8	49 136 200	51 116 373	52 382 618	46 305 426
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 758 400	2 604 360	2 890 205	2 478 496
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	617 400	581 872	581 872	425 550
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(14 000)	(14 417)	33 565
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	8 319 200	8 490 087	1 406 178	1 613 551
Transferts	15				
Autres	16			22 057	85 026
Autres					
Transferts	17	1 710 300	3 436 603	3 436 603	1 654 468
Autres	18			282 895	220 921
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	14 301 200	13 428 794	14 227 383	13 167 160
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses	21.1	210 000	500 049	614 217	688 599
▪ Subventions - particuliers et cie.	21.2	372 500	321 414	321 414	414 875
▪ Charge de désactualisation	21.3		20 070	67 425	66 977
▪ Autres	21.4	150 300	124 306	124 306	286 040
	22	116 213 200	118 197 280	120 304 900	108 934 895

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 146 519	19 866 470
Excédent de fonctionnement affecté	2	12 288 733	15 038 994
Réserves financières et fonds réservés	3	3 473 997	4 770 674
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 894 314)(	1 288 192)
Financement des investissements en cours	5	7 384 407	2 846 096
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	213 962 349	202 457 989
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	251 361 691	243 692 031
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 895 713	19 312 535
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	250 806	553 935
	11	16 146 519	19 866 470
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Tarification	12.1	2 124 090	2 796 966
▪ Engagement et fonctionnement	12.2	1 296 892	2 292 028
▪ Aréna Memphrémagog	12.3	7 930 903	9 650 000
▪ Développement économique	12.4	300 000	300 000
	13	11 651 885	15 038 994
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Équilibre budgétaire	14.1	636 848	
	15	636 848	
	16	12 288 733	15 038 994

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Financement d'immobilisations	18.1	993 379
	19	2 811 537
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 854 108
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 152 627
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	126 510
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	180 000
Autres		
▪ Fonds d'auto-assurance	32.1	500 000
	33	2 480 618
	34	4 770 674

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	1 883 736)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 (	1 883 736)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪ Partenariat : Dette Ville de Coaticook	54.1 (	10 578)(
	55 (	10 578)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	1 894 314)(
		1 288 192)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	16 545 754	12 064 970
Investissements à financer	64 (	9 161 347)(	9 218 874)
	65	7 384 407	2 846 096
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	284 496 310	276 808 567
Propriétés destinées à la revente	67	9 288 535	1 388 535
Prêts	68	1 115 074	951 168
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	312 949	324 804
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	295 212 868	279 473 074
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	295 212 868	279 473 074
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	110 459 515)(	88 542 320)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	984 906)(	686 850)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	30 185 816	12 216 575
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	10 578	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	81 248 027)(	77 012 595)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	2 492)(	2 490)
	81 (	81 250 519)(	77 015 085)
	82	213 962 349	202 457 989

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Voir note complémentaire no. 2. G)

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(1 353 695)	(1 955 336)
Charge de l'exercice	4 (	1 640 642)(	1 578 477)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 331 544	2 180 118
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(662 793)	(1 353 695)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	98 627 427	90 714 634
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	98 627 427)(	90 714 634)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(662 793)	(1 353 695)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(662 793)	(1 353 695)
Provision pour moins-value	12 (_____)(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(662 793)	(1 353 695)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)(_____)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 213 143	3 812 525
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 4 213 143	3 812 525
Cotisations salariales des employés	21 (2 362 297)(	2 129 118)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 1 850 846	1 683 407
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (194 697)	(88 423)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 1 656 149	1 594 984
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 5 664 337	5 494 078
Rendement espéré des actifs	32 (5 679 844)(	5 510 585)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (15 507)	(16 507)
Charge de l'exercice	34 1 640 642	1 578 477
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 7 036 391	1 526 667
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (5 679 844)(	5 510 585)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 1 356 547	(3 983 918)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (1 852 751)	3 470 700
Prestations versées au cours de l'exercice	39 3 817 437	3 370 398
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 100 969 893	92 071 427
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 10 382 672	12 629 743
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 12	12
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 10	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	28
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,62 %	6,23 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,23 %	6,21 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2025		2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value				
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Les pompiers et les agents de prévention de la Ville doivent adhérer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (« RRFS - FTQ ») prévu à la convention collective dès que les conditions d'admissibilité sont respectées. Les taux de cotisation sont établis conformément à la convention collective, soit 9,0 % (9,0 % en 2024) de leur salaire admissible. La Ville a versé une contribution équivalente à celles versées par les employés. Le taux de rente est déterminé par l'actuaire et il est entendu que ce taux peut varier, au 1^{er} juillet de chaque année, en fonction des calculs effectués par celui-ci.

Le RRFS - FTQ est un régime interentreprises à prestations déterminées visé par la section X du règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite à l'application des dispositions de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (« LRRCR »). Il est soumis à la surveillance de Retraite Québec et de l'Agence du revenu du Canada (« ARC »). Le RRFS - FTQ est institué par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (« FTQ ») pour les membres de ses syndicats affiliés. La participation au régime est facultative par association accréditée. Toutefois, la participation des membres d'un groupe d'une association accréditée est obligatoire.

Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs administré par un comité de retraite, qui ne comporte pas de comptes distincts, la Ville doit suivre les normes applicables aux régimes à cotisations déterminées.

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	353 620
	110	353 620
		334 546

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié

Les employés permanents de la Régie de déchets participent à un REER collectif. La contribution annuelle des employés correspond à un montant variant de 1,0 % à 4,0 % de leur salaire et la Régie doit verser un montant variant de 1,0 % à 4,0 % du salaire des employés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	4 436	3 413
Autres régimes	115		
	116	4 436	3 413

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (« RREM ») et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (« RPSEM »), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	13 598	14 092
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	46 284	47 489
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	8 888	8 922
	121	55 172	56 411

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	40 254 700	39 789 152	39 720 545
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 569 300	7 924 598	7 924 598
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	46 824 000	47 713 750	47 645 143
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 464 300	3 539 414	3 539 414
Égout	13	1 515 700	1 073 789	1 073 789
Traitement des eaux usées	14	2 784 100	3 229 306	3 229 306
Matières résiduelles	15	3 106 300	3 126 234	3 126 234
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Fosses septiques	17.1	595 900	595 839	595 839
Centres d'urgence 9-1-1	18	150 000	192 612	192 612
Service de la dette	19	1 663 000	1 654 301	1 654 301
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	13 279 300	13 411 495	13 411 495
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	13 279 300	13 411 495	13 411 495
	28	60 103 300	61 125 245	61 056 638
				58 533 728

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	12 400	12 578	11 594
Compensations pour les terres publiques	31	2 200	2 094	2 226
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	903 500	906 101	684 233
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	733 700	735 764	682 854
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	1 651 800	1 656 537	1 380 907
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37		41 451	29 221
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40		41 451	29 221
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41	42 600	43 262	52 115
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43	42 600	43 262	52 115
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	1 694 400	1 741 250	1 462 243

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	7 000	7 027	7 399
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	153 900	312 667	286 392
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	40 300	65 853	44 823
Réseau de distribution de l'eau potable	65	33 800	33 788	35 586
Traitement des eaux usées	66	46 600	432 138	48 931
Réseaux d'égout	67	61 700	183 940	64 583
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	375 000	458 575	455 594
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			130 000
Protection de l'environnement	74			5 500
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79	10 500	10 500	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81	73 735	73 735	134 434
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	8 088	8 088	123 174
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	174 900	235 352	203 666
Autres	86	27 100	45 968	28 100
Réseau d'électricité	87			
	88	920 300	1 867 631	1 568 182

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	(228 735)	(228 735)	1 725 392
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			65 157
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106	(47 826)	(47 826)	288 542
Traitement des eaux usées	107			15 768 204
Réseaux d'égout	108	(218 535)	(218 535)	1 318 450
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			19 371
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	700 000	1 614 843	1 189 797
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		1 999 216	1 663 475
Autres	127			
Réseau d'électricité				
	128			
	129	700 000	3 118 963	22 038 388

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	692 000	771 161	771 161
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	2 118 500	2 043 650	2 043 650
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	2 810 500	2 814 811	2 814 811
TOTAL DES TRANSFERTS	141	4 430 800	7 801 405	7 801 405
				25 799 134

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	390 000	517 211	148 416
Évaluation	143			142 009
Autres	144	76 200	75 842	28 403
	145	466 200	593 053	176 819
Sécurité publique				
Police	146		22 428	22 428
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	1 071 400	1 098 930	1 098 930
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 071 400	1 121 358	1 121 358
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	20 000	18 167	18 167
Autres	154			15 900
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	20 000	18 167	18 167
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165	70 100	214 917	193 478
Autres	166			90 624
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	70 100	214 917	193 478
				215 946

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	60 000	67 029	67 029
Activités culturelles				
Bibliothèques	181	43 500	50 075	50 075
Autres	182			
	183	103 500	117 104	117 104
Réseau d'électricité	184			
	185	1 731 200	2 064 599	1 626 926
			1 626 926	1 043 070

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	125 700	282 231	284 072
	189	125 700	282 231	284 072
Sécurité publique				
Police	190		585 863	592 116
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	22 500	15 871	15 871
Sécurité civile	193			
Autres	194		738	100 759
	195	22 500	16 609	702 493
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196		40 770	40 770
Enlèvement de la neige	197	175 200	237 894	237 894
Autres	198	1 015 000	1 214 965	1 214 965
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	1 190 200	1 493 629	1 493 629
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	55 000	77 405	77 405
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208		1 179	1 179
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			86 923
Matières recyclables	210	40 000	45 830	152 385
Autres	211	128 200	111 729	282 582
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213	1 000	4 772	4 772
Autres	214		28 628	28 628
	215	224 200	269 543	633 874
				560 596

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	383 700	362 182	362 182
Autres	224			
	225	383 700	362 182	362 182
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	646 100	710 527	710 527
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	30 600	33 089	33 089
Autres	228	12 500	11 668	11 668
	229	689 200	755 284	755 284
Réseau d'électricité	230	35 500 000	37 512 313	37 512 313
	231	38 135 500	40 691 791	41 743 847
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	39 866 700	42 756 390	43 370 773

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	338 900	723 084	526 601
Droits de mutation immobilière	234	5 000 000	7 351 179	7 305 925
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	5 338 900	8 074 263	7 832 526
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	218 300	407 017	1 196 020
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	800 000	675 692	1 415 475
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	382 000	653 806	570 707
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		31 215	38 650
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	250 000		1 186 918
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			(11 634)
Contributions des promoteurs	245		264 187	1 361 277
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	15 000	125 775	28 906
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248	641 500	674 353	674 353
Autres	249	424 000	826 102	618 392
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	76 000	335 701	187 296
	252	1 406 500	2 257 333	3 409 805
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 334 916	1 249 417	23 568	1 272 985	1 272 985	1 133 774
Greffe et application de la loi	2	2 860 756	2 750 966	2 411	2 753 377	2 753 377	2 149 776
Gestion financière et administrative	3	4 267 565	4 079 457	7 342	4 086 799	4 086 799	3 853 037
Évaluation	4	482 044	490 843		490 843	490 843	461 047
Gestion du personnel	5	1 607 107	1 684 537	112	1 684 649	1 684 649	1 454 448
Autres							
▪ Autres	6.1	171 170	399 416	55 877	455 293	455 293	390 785
	7	10 723 558	10 654 636	89 310	10 743 946	10 743 946	9 442 867
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	6 866 700	6 855 610		6 855 610	8 818 635	8 487 588
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	2 914 406	2 191 730	142 508	2 334 238		3 187 772
Autres	10	4 371 610	5 309 827	345 250	5 655 077	7 989 315	4 282 260
Sécurité civile	11	54 500	86 723		86 723	86 723	58 602
Autres	12	258 300	242 270		242 270	242 270	231 841
	13	14 465 516	14 686 160	487 758	15 173 918	17 136 943	16 248 063
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	7 003 780	7 371 730	5 971 557	13 343 287	13 343 287	12 463 756
Enlèvement de la neige	15	4 627 952	4 977 274	236 638	5 213 912	5 213 912	4 466 841
Éclairage des rues	16	164 628	140 265	59 088	199 353	199 353	193 771
Circulation et stationnement	17	933 915	888 030	82 745	970 775	970 775	1 104 177
Transport collectif							
Transport en commun	18	520 300	512 582		512 582	512 582	444 096
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	13 250 575	13 889 881	6 350 028	20 239 909	20 239 909	18 672 641

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 625 214	1 342 349	174 841	1 517 190	1 641 282
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 656 162	1 608 622	1 451 936	3 060 558	2 810 172
Traitement des eaux usées	25	2 422 070	3 598 414	787 566	4 385 980	2 664 562
Réseaux d'égout	26	1 318 572	1 196 523	1 611 949	2 808 472	2 664 279
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	639 608	683 308	27 940	711 248	658 601
Élimination	28	1 088 308	1 481 564		1 481 564	1 363 064
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	887 218	875 692	53 574	929 266	872 895
Tri et conditionnement	30	31 518	(128 752)		(128 752)	157 787
Matières organiques						
Collecte et transport	31	958 000	943 600	34 867	978 467	1 020 767
Traitement	32	504 300	598 700		598 700	368 900
Matériaux secs	33	128 700	100 900		100 900	113 800
Autres	34	95 500	128 700		128 700	114 900
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau	37	693 632	573 855	31 350	605 205	471 610
Protection de l'environnement	38	1 273 940	945 310	14 487	959 797	1 120 061
Autres	39	561 850	530 285		530 285	467 939
	40	13 884 592	14 479 070	4 188 510	18 667 580	16 510 619
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	257 500	219 571		219 571	109 438
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	436 910	424 465		424 465	376 692
	45	694 410	644 036		644 036	486 130

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 096 815	2 860 680	30 855	2 891 535	2 891 535	2 853 559
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	110 000	122 893		122 893	122 893	253 465
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	1 430 032	1 272 228	895	1 273 123	1 273 123	1 351 685
Tourisme	50	166 000	159 669		159 669	159 669	161 298
Autres	51						
Autres	52						
	53	4 802 847	4 415 470	31 750	4 447 220	4 447 220	4 620 007
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	297 959	386 543	117 212	503 755	503 755	388 929
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 252 081	3 114 555	95 393	3 209 948	3 209 948	1 634 064
Piscines, plages et ports de plaisance	56	639 060	637 408	104 145	741 553	741 553	695 915
Parcs et terrains de jeux	57	5 168 175	5 132 603	733 527	5 866 130	5 866 130	5 189 193
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	785 861	1 012 498	8 717	1 021 215	1 021 215	937 251
Autres	60	461 865	91 195		91 195	91 195	103 212
	61	8 605 001	10 374 802	1 058 994	11 433 796	11 433 796	8 948 564
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	201 017	201 335	3 533	204 868	204 868	172 118
Bibliothèques	63	1 678 409	1 558 987	249 129	1 808 116	1 808 116	1 829 859
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	114 537	107 884	317	108 201	108 201	93 690
Autres ressources du patrimoine	65	257 520	253 199	190 691	443 890	443 890	431 051
Autres	66	643 018	719 612	13 541	733 153	733 153	596 739
	67	2 894 501	2 841 017	457 211	3 298 228	3 298 228	3 123 457
	68	11 499 502	13 215 819	1 516 205	14 732 024	14 732 024	12 072 021

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69	29 215 200	29 611 182	765 233	30 376 415	30 376 415	27 944 936
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	3 178 700	2 963 549		2 963 549	3 232 392	2 697 097
Autres frais	71	197 100	222 683		222 683	239 685	206 949
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(14 000)		(14 000)	(15 507)	(16 507)
Autres	73					1 090	50 072
	74	3 375 800	3 172 232		3 172 232	3 457 660	2 937 611
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	14 301 200	13 428 794 (	13 428 794)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus ¹	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 890 852	1 890 852	211 289
Usines de traitement de l'eau potable	2			41 591
Usines et bassins d'épuration	3	4 661 877	4 382 421	32 777 057
Conduites d'égout	4	724 028	724 028	6 435 103
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 821 719	1 821 719	2 126 922
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			104 269
Aires de stationnement	9	13 228	13 228	11 447
Parcs et terrains de jeux	10	3 277 518	3 277 518	3 789 217
Autres infrastructures	11	460 357	1 890 854	451 388
Réseau d'électricité	12	750 729	750 729	317 904
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	331 982	331 982	161 693
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 003 918	4 003 918	2 490 215
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 092 088	1 213 585	1 107 119
Ameublement et équipement de bureau	18	122 374	283 707	361 715
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 183 685	1 191 191	370 365
Terrains	20	198 296	198 296	
Autres	21			
	22	20 532 651	21 974 028	50 757 294

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 385 295	1 385 295	92 174
Usines de traitement de l'eau potable	2			41 591
Usines et bassins d'épuration	3	4 661 877	4 382 421	32 777 057
Conduites d'égout	4	370 073	370 073	5 887 174
Autres infrastructures	5	4 115 557	5 546 054	5 901 813
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	505 557	505 557	119 115
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	353 955	353 955	547 929
Autres infrastructures	10	1 457 265	1 457 265	581 430
Autres immobilisations corporelles	11	7 683 072	7 973 408	4 809 011
	12	20 532 651	21 974 028	50 757 294

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	126 510			126 510
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	21 023 446	5 145 095	1 925 122	24 243 419
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	55 862 639	6 096 753	5 070 716	56 888 676
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	77 012 595	11 241 848	6 995 838	81 258 605
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	11 808 458	18 405 810	1 481 580	28 732 688
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	11 808 458	18 405 810	1 481 580	28 732 688
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	408 117	402 788	(642 223)	1 453 128
	15	12 216 575	18 808 598	839 357	30 185 816
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	12 216 575	18 808 598	839 357	30 185 816
	19	89 229 170	30 050 446	7 835 195	111 444 421
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	89 229 170	30 050 446	7 835 195	111 444 421

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	105 301 000	82 650 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	8 476 721	9 205 191
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	28 732 688	11 808 458
Autres montants	9	1 453 128	408 117
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	575 453	611 234
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	83 016 452	79 027 382
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	6 613 763	6 466 343
Endettement net à long terme	14	89 630 215	85 493 725
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	4 217 564	3 008 212
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	93 847 779	88 501 937
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	93 847 779	88 501 937
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	84 000	92 800
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	773 000	757 278	754 132
Sécurité publique				
Police	4	6 716 700	6 596 378	(49 307)
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	520 300	512 582	444 095
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	27 000	24 771	25 793
Matières résiduelles	12		327 449	(110 775)
Cours d'eau	13	2 500		
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	25 600	26 257	14 154
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	160 500	154 177	155 806
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	93 600	91 195	93 574
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	8 319 200	8 490 087	1 406 178
				1 613 551

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	20 532 651	50 070 145
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	20 532 651	50 070 145

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	44,46	38,00	85 369,64	6 030 197	1 089 006	7 119 203
Professionnels	2	13,62	36,00	25 640,65	1 480 014	295 121	1 775 135
Cols blancs	3	107,91	37,00	205 452,49	8 208 536	1 542 045	9 750 581
Cols bleus	4	122,61	40,00	255 915,89	10 223 376	1 850 047	12 073 423
Policiers	5						
Pompiers	6	42,96	43,00	95 950,51	3 877 069	812 891	4 689 960
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	331,56		668 329,18	29 819 192	5 589 110	35 408 302
Élus	9	9,00			495 828	91 715	587 543
	10	340,56			30 315 020	5 680 825	35 995 845

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	65 853				65 853
Réseau de distribution de l'eau potable	3	33 788	(47 826)			(14 038)
Traitement des eaux usées	4	432 138				432 138
Réseaux d'égout	5	183 940	(218 535)			(34 595)
Autres	6	3 960 223	1 732 497	1 469 511	189 816	7 352 047
	7	4 675 942	1 466 136	1 469 511	189 816	7 801 405

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 999	5 560
	4	4 999	5 560
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	9 637	10 638
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	9 637	10 638
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 490 313	1 481 449
Enlèvement de la neige	12	1 516	1 923
Autres	13	20	140
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 491 849	1 483 512
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	125 828	127 741
Réseau de distribution de l'eau potable	18	149 091	132 706
Traitement des eaux usées	19	643 219	243 645
Réseaux d'égout	20	592 727	526 885
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	(286)	(300)
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	20 333	9 069
Autres	26		
	27	1 530 912	1 039 746
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	(1 240)	(1 290)
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	(1 240)	(1 290)
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	95 269	80 612
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	32 962	32 490
Autres	40	4 086	3 926
	41	132 317	117 028
Réseau d'électricité			
	42	3 758	4 272
	43	3 172 232	2 659 466

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	2025		2024
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	13 500 000	15 534 083
Générale et institutionnelle	2	8 478 000	8 094 649
Industrielle	3	13 027 000	13 212 925
Autres	4		
Autres revenus	5	895 000	1 443 641
	6	35 900 000	38 285 298
Charges			
Achat d'énergie	7	25 984 600	26 305 669
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	4 304 600	4 304 310
Autres frais	10	246 000	296 335
Frais de financement	11	21 900	3 758
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	12	762 836	765 233
	13	31 319 936	31 675 305
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	1 320 000)(	1 295 132)(
	15	29 999 936	30 380 173
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	5 900 064	7 905 125
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Amortissement	17	762 836	765 233
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	762 836	765 233
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	8 800)(	8 800)(
	24	(8 800)	(8 800)
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	604 000)(	527 587)(
Excédent (déficit) accumulé			290 369)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28	(2 550 100)	(2 550 125)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31	(3 154 100)	(3 077 712)
	32	(2 400 064)	(2 321 279)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	3 500 000	5 583 846
			5 450 120

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nathalie Pelletier	1.1 Maire	109 123	20 368	16 390	
Josée Beaudoin	1.2 Conseiller	28 096	14 048		
Bertrand Bilodeau	1.3 Conseiller	28 096	14 048		
Nathalie Laporte	1.4 Conseiller	28 096	14 048		
Samuel Côté	1.5 Maire suppléant	28 852	14 048		
Sébastien Bélair	1.6 Conseiller	23 846	11 923		
Marie-Claude Poulin	1.7 Conseiller	4 250	2 125		
Jean-Noël Leduc	1.8 Conseiller	23 846	11 923		
Guillaume Bouchard	1.9 Conseiller	4 250	2 125		
Jean-François Rompré	1.10 Conseiller	23 846	11 923		
Jennifer D'Arcy	1.11 Conseiller	4 250	2 125		
Jacques Laurendeau	1.12 Maire suppléant	28 096	11 923		
Simon Mailhot	1.13 Conseiller	4 250	2 125		
	2	338 897	132 752	16 390	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	12 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	65 334 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 47 X
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 48 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 49 X
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025
- 50 _____ 1 510 532 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 51 X
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 52 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 53
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 54 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :
- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 55
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 56 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV. 57
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 58 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 59
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 60
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 61
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 62 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 64 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 65
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 66 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 690 552 \$
- b) autres formes d'aide 69 146 241 \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 32 659 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 642 784 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 157 456 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 800 240 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 800 240 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 89 403-2025

b) Date d'adoption de la résolution 90 2025-12-01

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 92 455-2019

b) Date d'adoption de la résolution 93 2019-10-21

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 2 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 1 898 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 877 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 5 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Sylviane Lavigne

Adresse courriel du directeur général

10 S.lavigne@ville.magog.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-25 14:46

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	115 330 110	113 540 900	122 011 806	11 283 503	124 358 353
Investissement	2	23 397 367	700 000	3 480 595	135 612	3 616 207
	3	138 727 477	114 240 900	125 492 401	11 419 115	127 974 560
Charges	4	106 488 358	116 213 200	118 197 280	11 060 058	120 304 900
Excédent (déficit) lié aux activités	5	32 239 119	(1 972 300)	7 295 121	359 057	7 669 660
Moins : revenus d'investissement	6 (	23 397 367)(	700 000)(	3 480 595)(	135 612)(	3 616 207)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	8 841 752	(2 672 300)	3 814 526	223 445	4 053 453
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	12 431 025	14 301 200	13 428 794	814 071	14 227 383
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				12 446	12 446
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 007 389)(	6 547 700)(	6 547 643)(	448 195)(	6 995 838)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	1 629 560)(	825 700)(	2 507 289)(	737 158)(	3 244 447)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 728 191)	(4 255 500)	840 501	305 838	1 146 339
Autres éléments de conciliation	13	291 830		212 402		212 402
	14	1 357 715	2 672 300	5 426 765	(52 998)	5 358 285
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	10 199 467		9 241 291	170 447	9 411 738

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	13 013 247	35 371 674	37 839 462	15 843 663
Débiteurs	2	65 437 698	54 729 086	55 894 962	66 422 965
Prêts	3	951 168	1 115 074	1 115 074	951 168
Placements de portefeuille	4	324 760	312 904	549 234	558 140
Autres	5		7 900 000	7 900 000	
	6	79 726 873	99 428 738	103 298 732	83 775 936
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8			16 978	
Créditeurs et charges à payer	9	22 619 491	20 214 652	22 628 783	24 809 535
Revenus reportés	10	3 173 209	3 675 571	3 675 571	3 241 015
Dette à long terme	11	82 036 169	104 372 111	110 459 515	88 542 320
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	812 000	210 000	662 793	1 353 695
Autres	13	916 702	832 236	2 672 943	2 397 120
	14	109 557 571	129 304 570	140 116 583	120 343 685
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(29 830 698)	(29 875 832)	(36 817 851)	(36 567 749)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	267 308 633	274 353 588	284 496 310	276 808 567
Autres	17	3 357 031	3 652 331	3 683 232	3 451 213
	18	270 665 664	278 005 919	288 179 542	280 259 780
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	19 312 535	15 895 713	16 146 519	19 866 470
Excédent de fonctionnement affecté	20	15 038 994	11 651 884	12 288 733	15 038 994
Réserves financières et fonds réservés	21	4 644 164	3 347 487	3 473 997	4 770 674
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(549 487)	(535 397)	(1 894 314)	(1 288 192)
Financement des investissements en cours	23	2 851 579	7 817 974	7 384 407	2 846 096
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	199 537 181	209 952 426	213 962 349	202 457 989
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	240 834 966	248 130 087	251 361 691	243 692 031

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Tarification	1.1	2 124 090	2 796 966
▪ Engagement et fonctionnement	1.2	1 296 892	2 292 028
▪ Aréna Memphrémagog	1.3	7 930 903	9 650 000
▪ Développement économique	1.4	300 000	300 000
	2	11 651 885	15 038 994
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	636 848	
	4	12 288 733	15 038 994
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Financement d'immobilisations	6.1	993 379	2 811 537
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	1 854 108	1 152 627
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10		
Organismes contrôlés et partenariats	11	126 510	126 510
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		180 000
Autres			
▪ Fonds d'auto-assurance	15.1	500 000	500 000
	16	3 473 997	4 770 674
	17	15 762 730	19 809 668

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	83 016 452	79 027 382
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	93 847 779	88 501 937

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	126 510	126 510
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	56 888 676	55 862 639
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	24 243 419	21 023 446
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	28 732 688	11 808 458
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 453 128	408 117
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	111 444 421	89 229 170

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	58 601 872	60 103 300	61 125 245	61 056 638
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 462 243	1 694 400	1 741 250	1 741 250
Quotes-parts	14				638 088
Transferts	15	3 760 746	3 730 800	4 682 442	4 682 442
Services rendus	16	39 549 813	39 866 700	42 756 390	43 370 773
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	9 343 073	6 357 200	9 156 972	10 303 942
Autres	18	2 612 363	1 788 500	2 549 507	2 565 220
	19	115 330 110	113 540 900	122 011 806	124 358 353
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	22 038 388	700 000	3 118 963	3 118 963
Autres	23	1 358 979		361 632	497 244
	24	23 397 367	700 000	3 480 595	3 616 207
	25	138 727 477	114 240 900	125 492 401	127 974 560

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	10 723 558	10 654 636	89 310	10 743 946	10 743 946	9 442 867
Sécurité publique							
Police	2	6 866 700	6 855 610		6 855 610	8 818 635	8 487 588
Sécurité incendie	3	7 286 016	7 501 557	487 758	7 989 315	7 989 315	7 470 032
Autres	4	312 800	328 993		328 993	328 993	290 443
Transport							
Réseau routier	5	12 730 275	13 377 299	6 350 028	19 727 327	19 727 327	18 228 545
Transport collectif	6	520 300	512 582		512 582	512 582	444 096
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	7 022 018	7 745 908	4 026 292	11 772 200	11 772 200	9 780 295
Matières résiduelles	9	4 333 152	4 683 712	116 381	4 800 093	4 659 260	4 670 714
Autres	10	2 529 422	2 049 450	45 837	2 095 287	2 095 287	2 059 610
Santé et bien-être	11	694 410	644 036		644 036	644 036	486 130
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 096 815	2 860 680	30 855	2 891 535	2 891 535	2 853 559
Promotion et développement économique	13	1 596 032	1 431 897	895	1 432 792	1 432 792	1 512 983
Autres	14	110 000	122 893		122 893	122 893	253 465
Loisirs et culture	15	11 499 502	13 215 819	1 516 205	14 732 024	14 732 024	12 072 021
Réseau d'électricité	16	29 215 200	29 611 182	765 233	30 376 415	30 376 415	27 944 936
Frais de financement	17	3 375 800	3 172 232		3 172 232	3 457 660	2 937 611
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	101 912 000	104 768 486	13 428 794	118 197 280	120 304 900	108 934 895
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	14 301 200	13 428 794 (	13 428 794)			
	21	116 213 200	118 197 280		118 197 280	120 304 900	108 934 895

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	23 397 367	3 480 595	135 612	3 616 207
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	50 070 145)(	20 532 651)(	1 441 377)(	21 974 028)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	540 261)(	8 205 550)(	)	8 205 550)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	12 177 612	11 229 404		11 229 404
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 629 560	2 507 289	737 158	3 244 447
Excédent accumulé	6	10 955 407	17 352 756	141 218	17 493 974
	7	(25 847 827)	2 351 248	(563 001)	1 788 247
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 450 460)	5 831 843	(427 389)	5 404 454

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14